

# Le système de trois trimestres fait son retour

Page 3

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5497 - Mercredi 20 octobre 2021 - Prix : 10 DA

P<sup>r</sup> Riyadh Mehiaoui  
**«Le Comité scientifique favorable au retour des supporters dans les stades»**

Page 15



L'expert Mourad Preure prévoit un choc gazier

**L'Algérie doit «se préparer à une forte hausse de la demande mondiale»**

Page 2

**Pandémie : la révolte silencieuse du travailleur américain**

Par Mohamed Habili

**E**ncore récemment, l'idée dominait que puisque la crise économique actuelle n'avait pas une cause économique, qu'elle découlait d'une crise sanitaire, la pandémie de Covid-19, l'économie mondiale se rétablirait nécessairement parallèlement au reflux de la maladie, sous l'effet en particulier d'une vaccination montant en puissance partout dans le monde, même de façon inégale. Par rétablissement, ou par sortie de crise, on entendait le retour de la production des biens et services et des échanges commerciaux au niveau qui était le leur au moment où la pandémie se déclarait, au début de 2020. Après cela, que les affaires progressent bien au-delà, ou au contraire régressent en deçà, dans un cas comme dans l'autre, cela ne dépendrait plus de la pandémie, mais de cause(s) purement économiques ; le cas échéant d'une crise nouvelle sans lien aucun avec la précédente. Dans cette optique, la crise sanitaire n'était qu'une parenthèse qui en se refermant permettrait en premier lieu à l'économie mondiale et aux économies nationales de retrouver leur niveau d'activité d'avant. Ensuite, chacune, bien que dans un contexte mondial le même pour toutes, évoluerait à son rythme, selon son propre dynamisme.

Suite en page 3

Levée totale du couvre-feu, mais...

# Inquiétant recul dans la vaccination



Ph/D. R.

Après une troisième vague particulièrement meurtrière, l'Algérie connaît une décre de la pandémie Covid-19. Les contaminations sont passées au-dessous de la barre les 100 cas quotidiens, chiffre jamais atteint depuis son apparition. Malgré cela, les spécialistes mettent en garde contre les dangers d'une 4<sup>e</sup> vague et appellent les citoyens à se faire vacciner.

Par Louisa Ait Ramdane page 2

Oran

**La radiothérapie, maillon faible dans la prise en charge du cancer du sein**

Page 4

Foire internationale du livre de Sharjah

**Ahlam Mostaghanemi et Yasmina Khadra participent à la 40<sup>e</sup> édition**

Page 16

Levée totale du couvre-feu, mais...

# Inquiétant recul dans la vaccination

■ Après une troisième vague particulièrement meurtrière, l'Algérie connaît une décre de la pandémie Covid-19. Les contaminations sont passées au-dessous de la barre des 100 cas quotidiens, chiffre jamais atteint depuis son apparition. Malgré cela, les spécialistes mettent en garde contre les dangers d'une 4<sup>e</sup> vague et appellent les citoyens à se faire vacciner.

Par Louisa Ait Ramdane

Après plusieurs mois de reconduction du confinement, le gouvernement a décidé d'y mettre fin dans toutes les wilayas, et ce, pour une durée de 21 jours. La décision prend effet à partir d'aujourd'hui. Cependant, la levée du confinement partiel à domicile ne signifie pas que les Algériens peuvent à nouveau tenir des regroupements familiaux comme les mariages et les circoncisions ou des rassemblements dans les rues et les places publiques. Le gouvernement a décidé de maintenir «l'interdiction, à travers le territoire national, de tout type de rassemblement de personnes et de regroupement familial, notamment la célébration de mariages et autres événements». Il a également reconduit la «mesure relative au retrait définitif de l'autorisation d'exercice de l'activité pour les salles des fêtes qui enfreignent l'interdiction en vigueur». Rappelant que la levée du couvre-feu nocturne sur l'ensemble du territoire national est le résultat de la «diminution des cas de contamination enregistrés ces derniers jours», le gouvernement met en garde que cela «ne signifie pas pour autant que le risque soit totalement écarté et qu'elle ne doit pas conduire au relâchement de la vigilance de la part des citoyens».

Malgré cette stabilisation, le danger d'une quatrième vague n'est donc pas écarté par les professionnels de la santé qui s'accordent à dire que le risque est toujours là. Il ne faut surtout pas oublier que la grippe saisonnière va bientôt faire son apparition, ce qui pourrait compliquer la situa-



Mohamed Bekkat Berkani

President de l'ordre national des médecins praticiens

tion avec une possible quatrième vague de Covid-19. Ils soutiennent, en même temps, que la vaccination pour tous est le seul moyen, voire la seule arme contre la propagation de la pandémie de Covid-19.

Commentant la situation épidémiologique actuelle, le président du Conseil de l'Ordre des médecins et membre du Comité scientifique, D' Bekkat Berkani, a affirmé que les contaminations au Covid-19 ne pourront pas atteindre le zéro actuellement.

«Le pays enregistre une stabilité en matière de contaminations, or cela ne signifie pas que nous nous sommes débarrassés de l'épidémie», a-t-il confirmé à une chaîne de télévision privée, soulignant que «beaucoup d'Algériens pensent que l'épidémie a été éradiquée, ce qui se traduit par le relâchement constaté dans le respect des mesures barrières, notamment la distanciation». Indiquant que le risque d'une quatrième vague de contaminations est possible, il a expli-

qué qu'elle pourra se manifester entre le mois de novembre et janvier, une période favorisée par la

propagation de la grippe saisonnière. Selon lui, «il est très difficile de faire une distinction entre l'infection au Covid-19 et la grippe saisonnière, d'autant que cette dernière touche également le système respiratoire».

## De nombreux Algériens continuent à bouder le vaccin

La campagne de vaccination anti-Covid se poursuit en Algérie dans un contexte de décre de la pandémie Covid-19. Et beaucoup d'Algériens continuent à bouder le vaccin. Le président du Conseil de l'Ordre des médecins reconnaît qu'il y a effectivement une réticence au vaccin. «Nous constatons un recul significatif dans l'affluence à la vaccination. Une vaccination retardée contribuerait à la propagation de l'épidémie», a-t-il mis en garde. Selon lui, cela intervient «en raison du manque de campagnes de sensibilisation et de la sous-estimation de la gravité de l'épidémie de la part du citoyen». Il dira que la campagne de vaccination ne suffira pas à elle seule. «Il faut s'assurer d'une organisation préalable. Il faut une campagne de sensibilisation et de communication qui soit à la hauteur des enjeux», a-t-il estimé.

L. A. R.

## Bilan des dernières 24 heures 89 nouveaux contaminés et 2 décès

L'ALGÉRIE a enregistré 2 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, un cas de plus que le bilan d'hier (1), portant à 5 875 le total des morts, a annoncé, hier, le ministère de la Santé. Le nombre de contaminations a connu une hausse, avec 89 cas, soit onze cas de plus par rapport au bilan d'hier (78), pour atteindre, au total, 205 453 cas confirmés.

R. N.

L'expert Mourad Preure prévoit un choc gazier

## L'Algérie doit «se préparer à une forte hausse de la demande mondiale»

La demande gazière mondiale est en forte hausse et l'Algérie est appelée à se préparer à cette nouvelle donne. L'expert international Mourad Preure affirme que la demande continuera de croître jusqu'à 2050. «La demande gazière mondiale ne cessera de croître jusqu'à la mi-siècle. Les prix vont suivre car le gaz n'est plus considéré comme une "bridge energy", a-t-il expliqué dans un entretien à l'agence APS. Il a, à cet effet, appelé à se préparer «aux rendez-vous futurs en orientant Sonatrach afin qu'elle devienne un acteur des transformations énergétiques à l'œuvre et non un fournisseur d'énergie». Concernant les capacités d'ex-

portation algériennes face à la hausse de la demande mondiale, Mourad Preure soulignera l'importance des réserves du pays et la nécessité de les exploiter «intelligemment». Il a, sur ce point, expliqué que l'Algérie «a un avenir gazier. Mais le présent est à gérer avec beaucoup d'intelligence stratégique». Et d'ajouter que «l'Algérie possède un potentiel gazier réel en conventionnels mais surtout, dans l'état de nos connaissances, en non conventionnels où les réserves sont parmi les premières dans le monde». Il a cependant tenu à préciser que le pays a connu «vingt-ans d'arrêt de développement gazier», pendant que la demande nationale absorbe l'équivalent quasiment des exportations, en plus

d'une compétition intense avec des nouveaux entrants «très agressifs» sur le marché européen.

Pour bien gérer cette situation, l'expert relève la nécessité de maîtriser la demande interne et l'accélération de la transition énergétique pour sécuriser les équilibres énergétiques à court, moyen et long terme et «soulager Sonatrach de la pression insoutenable qui s'exerce sur ces gisements». Concernant la hausse conjoncturelle des prix gaziers, l'expert a estimé que l'Algérie n'en profite que «marginale» du fait du niveau limité des exportations algériennes.

Interrogé sur la situation prévalant actuellement sur le marché gazier mondial, Mourad Preure a relevé la hausse impor-

tante depuis mars dernier des prix qui ont quadruplé sur le continent européen, et augmenté de 175 % en Asie par rapport à leur niveau du début de l'année. «Nous avons, par le passé, connu des chocs pétroliers, mais jamais de choc gazier. Il semble que nous nous y approchions», a-t-il averti. Soulignant que les marchés gaziers diffèrent dans leur fonctionnement des marchés pétroliers, il constate qu'il y a «manifestement un puissant déséquilibre entre offre et demande et absence de forces de rappel dans les marchés».

Il a, dans ce cadre, noté que la pénurie s'est déclenchée en Asie, particulièrement en Chine, suite à un hiver très froid et à la demande déjà boulimique du

fait de la consommation de son industrie. Elle s'est poursuivie, explique-t-il, tout au long de l'année avec la reprise économique qui a provoqué une hausse de la demande en Chine et dans les pays OCDE, européens notamment, et leur fébrilité à renouveler leurs stocks déjà au plus bas.

L'expert a, par ailleurs, soutenu que le GNL sera le moteur de la globalisation de l'industrie gazière. Sa part dans les échanges gaziers mondiaux sera de 48 % en 2030 et 56 % en 2050.

«Energie propre, accompagnant naturellement la transition énergétique, la production mondiale de gaz augmentera de 1900 Gm<sup>3</sup> en 2050 pour atteindre 5900 Gm<sup>3</sup>», a-t-il affirmé.

Massi Salami

Calendrier des examens scolaires dévoilé

# Le système de trois trimestres fait son retour

■ Le calendrier de l'évaluation pédagogique concernant les trois cycles de l'enseignement (primaire, moyen et secondaire) de l'année scolaire 2021-2022 a été dévoilé par le ministère de l'Education nationale, affirmant ainsi le retour du système de trois trimestres au lieu de deux semestres.

Par Thinhinene Khouchi

Avec la propagation de la pandémie de Covid-19 en Algérie, le ministère de l'Education nationale a décidé d'adopter le système de deux semestres seulement comme mesure de prévention contre le virus. Cette année, vu la baisse du nombre des personnes contaminées, le ministère de l'Education nationale a décrété le retour au système de trois trimestres. En effet, dans un communiqué publié sur sa page Facebook, le ministère a annoncé le calendrier des examens trimestriels des trois paliers d'enseignement (primaire, moyen et secondaire) pour l'année scolaire 2021/2022. C'est dans ce contexte qu'il a confirmé que l'année scolaire en cours sera organisée en trois trimestres, donc le retour au système habituel après une année scolaire exceptionnelle 2020-2021 en raison de la propagation intense de la pandémie Covid-19 à l'époque. Concernant les épreuves pédagogiques, le département de Belabed a indiqué dans le communiqué que «les examens du premier trimestre pour le cycle primaire auront lieu du 30 novembre au 9 décembre 2021, et ceux des cycles moyen et secondaire du 28 novembre au 2 décembre 2021». Pour le 2<sup>e</sup> trimestre, les examens sont fixés du 1<sup>er</sup> au 10 mars 2022 pour le primaire et du

27 février au 3 mars pour les cycles moyen et secondaire. Concernant ceux du troisième trimestre de les 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> années primaires, ils débiteront à partir du 22 mai 2022, alors que ceux de la 5<sup>e</sup> année auront lieu le 15 mai 2022. Pour le cycle moyen, les examens du 3<sup>e</sup> trimestre commenceront à partir du 22 mai 2022 pour les 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> années moyennes et le 17 mai 2022 pour la 4<sup>e</sup> année. Quant au cycle secondaire, les examens du 3<sup>e</sup> trimestre auront lieu à partir du 22 mai 2022 pour les 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> années et le 15 mai 2022 pour la 3<sup>e</sup> année. En outre, le ministère a également fixé la date des examens de rattrapage les 19 et 20 juin 2022 pour les cycles primaire et secondaire et les 27 et 28 juin 2022 pour le cycle moyen. A propos des dates de déroulement des devoirs, le ministère a indiqué que les devoirs du premier trimestre se dérouleront du 24 octobre 2021 au 4 novembre 2021, ceux du 2<sup>e</sup> trimestre du 23 janvier 2022 au 3 février 2022 et ceux du 3<sup>e</sup> trimestre du 17 au 28 avril 2022. Concernant les compositions, pour le cycle primaire et concernant la langue arabe, les mathématiques, la langue amazighe et le français, leur durée est de 45 minutes. Les compositions des sciences islamiques, histoire/géographie et sciences technologiques ainsi que l'éducation physique se dérouleront



Ph/D. R.

sur 30 minutes. L'évaluation des élèves de 1<sup>er</sup> année primaire se fera donc sur la base de leur apprentissage durant ce trimestre, sans aucune note chiffrée. Par contre, les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> trimestres seront sanctionnés par des examens et des notes, précise le ministère. Les matières dites d'éveil ne sont pas concernées par les examens. Le passage en 2<sup>e</sup> AP est «automatique» pour chaque élève ayant suivi un cursus complet et régulier sur

toute l'année scolaire. Pour le cycle moyen, le ministère de l'Éducation a indiqué que l'examen dure 2 heures pour les matières dont l'enseignement s'étale sur 3 heures ou plus par semaine et une heure et demie pour le reste des matières. S'agissant du cycle secondaire, le ministère plaide pour l'uniformisation dans chaque matière d'enseignement, suivant chaque niveau, le même tronc commun et la même filière. T. K.

## Pétrole

### Le Brent à plus de 85 dollars

Les cours du pétrole retrouvaient hier le chemin de la hausse, les investisseurs laissant de côté des données économiques décevantes chez les deux premiers consommateurs de brut pour se concentrer sur les fondamentaux d'un marché qui reste tendu. Hier matin, le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en décembre gagnait 0,84 % par

rapport à la clôture de la veille, à 85,04 dollars à Londres. A New York, le baril de West Texas Intermediate (WTI) pour le mois de novembre prenait 1,31 % à 83,52 dollars. Les deux cours de référence de part et d'autre de l'Atlantique ont respectivement atteint lundi 86,04 dollars et 83,87 dollars, du jamais vu depuis octobre 2018 pour le premier et octobre 2014 pour le

second. Ils évoluaient cependant en dessous de ces sommets hier, car la baisse de la production industrielle en Chine et aux Etats-Unis en septembre «ont diminué l'enthousiasme à propos de la demande», notent des analystes. La Chine, premier importateur de brut et deuxième consommateur au monde, a vu sa croissance s'essouffier au troisième trimestre, avec une

hausse du PIB de 4,9 %, selon le Bureau national des statistiques (BNS).

Aux Etats-Unis, premier producteur et consommateur d'or noir, la production industrielle a chuté de 1,3 % en septembre par rapport à août, selon les données publiées lundi par la Banque centrale américaine (Fed).

Lyes B.

## Numérisation

### Signature de deux conventions pour l'amélioration du service public de l'emploi

Deux conventions ont été signées, lundi à Alger, pour l'amélioration et la modernisation du service public de l'emploi. La cérémonie s'est déroulée en présence du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Abderrahmane Lahfaya, du ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, du ministre de la Poste et des Télécommunications, Karim Bibi-

Triki et du médiateur de la République, Brahim Merad. Signée entre l'Agence nationale de l'emploi (Anem) et le Groupe Sonatrach, la première convention porte sur la consolidation de la coopération entre les deux parties, en vue d'adopter une nouvelle méthodologie basée sur le service numérique au sein du processus de numérisation des offres d'emploi des grandes entreprises,

visant davantage de célérité et de transparence dans le traitement des offres d'emploi dans le cadre des mesures juridiques régissant les opérations d'emploi. La deuxième convention, signée entre l'Anem et les trois opérateurs de téléphonie mobile, prévoit de mettre en place un système de notification par SMS au profit des demandeurs d'emploi pour créer un nouveau canal de

communication avec cette catégorie. Intervenant à l'occasion, M. Lahfaya a affirmé que le lancement du nouveau service électronique pour la gestion des offres d'emploi au profit des grandes entreprises, outre le service SMS, s'inscrivent dans le cadre des démarches du secteur du Travail visant la numérisation des services fournis par les instances sous sa tutelle. Mahi Y.

## LA QUESTION DU JOUR

### Pandémie : la révolte silencieuse du travailleur américain

Suite de la page une

De fait, alors même que la vaccination n'a encore parcouru, là où elle est la plus avancée, qu'un peu plus de la moitié du chemin, la reprise est déjà au rendez-vous, plus ou moins forte selon les cas, y compris là où la vaccination n'a encore touché qu'une faible proportion de la population. Le fait que l'économie mondiale est sortie de la récession de 2020, alors que la pandémie n'a pas encore disparu, et qu'il n'est pas exclu qu'elle connaisse un ou mêmes plusieurs regains, semble être la meilleure preuve que la pandémie ne laissera derrière elle aucun effet durable. Il existe au moins un pays où cette idée commence à être sérieusement mise en doute. Ce sont les Etats-Unis, dont pourtant l'économie connaît la reprise la plus forte. C'est qu'il s'y passe quelque chose que personne n'a prévu, mais dont le lien avec la pandémie n'est pas contestable. Rien que pour que le mois d'août, plus de 4 millions de travailleurs ont quitté de leur propre chef leur emploi. Dans un pays où déjà une dizaine de millions d'offres d'emploi ne trouvent pas preneurs, cela a de quoi inquiéter. Les chroniqueurs économiques les plus en vue en sont réduits à se demander si par hasard le travailleur américain ne s'était pas révolté, s'il n'était pas entré dans une grève générale qui ne dit pas son nom, et si même il finirait par en sortir, sous l'aiguillon de la nécessité. Le phénomène, sans précédent, n'épargne quasiment aucun secteur, mais il est plus marqué dans les services, la restauration et l'hôtellerie en particulier. Les explications qui en sont proposées sont unanimes pour désigner le coupable : la pandémie, qui par les arrêts d'activité dus aux confinements obligatoires, et les salaires versés par l'Etat dans le but de préserver les emplois, a permis à des millions d'Américains assujettis à des travaux pénibles et abrutissants, en fait à l'esclavage salarial dans sa nudité et sa vérité, de voir s'il n'y avait pas moyen de changer de job, de s'en trouver un qui soit à la fois moins éreintant, plus valorisant et plus rémunérateur. Or plus ils sont nombreux à s'accorder ce temps de réflexion et de recherche, plus les offreurs de ces emplois désertés augmentent les salaires pour leur trouver preneurs. Toute la question est de savoir combien tiendra cette révolte massive, sans bruit ni fureur. La conséquence en sera différente en effet selon qu'elle va durer ou non. Mais d'elle du moins on ne peut nier qu'elle soit un effet direct de la pandémie. M. H.

Oran

# La radiothérapie, maillon faible dans la prise en charge du cancer du sein

■ La wilaya d'Oran enregistre chaque année entre 300 et 400 nouveaux cas de cancer du sein et la grande majorité des femmes atteintes subissent une ablation totale du sein, à cause du manque des possibilités de bénéficier d'une radiothérapie.

Par Amine H./APS

À u niveau de l'établissement hospitalo-universitaire «1<sup>er</sup> Novembre» d'Oran, les deux tiers des femmes atteintes de cancer subissent une ablation totale du sein. «Il est impossible d'envisager une ablation partielle ou une chirurgie conservatrice sans la garantie d'une suite avec une radiothérapie dans les délais», explique le P<sup>r</sup> Faiza Berekis Reguig, chef de service d'oncologie au niveau de cet établissement.

Pour sa part, le P<sup>r</sup> Hassan Boucherit, chef de service de gynécologie au niveau du même EHU, reconnaît que «la préservation de la vie de la patiente impose le recours à l'ablation totale, car une ablation partielle sans radiothérapie comporte de grands risques de récurrence».

Ainsi, les spécialistes recourent souvent, à contrecoeur, à la mastectomie, ou chirurgie mammaire non conservatrice. Un choix souvent vécu comme un drame par les femmes qui le subissent. La disponibilité de la radiothérapie est le seul garant pour renverser la donne et baisser le nombre des ablations totales à Oran.

## Un seul accélérateur pour toute la wilaya

C'est une réalité qui perdure depuis des années. La capitale de l'ouest, avec une population de plus de deux millions d'habitants, n'est dotée que d'un seul accélérateur linéaire, mis en service au niveau du Centre anticancer «Emir Abdelkader» de Messerghine.

«Un accélérateur surexploité qui prend en charge jusqu'à 120 malades par jour, alors que ses capacités n'en permettent que 40

ou 45 patients», souligne la chargée de communication du CAC, Nesrine Benatig.

Le CHU d'Oran «Docteur Benzerdjeb» a arrêté, quant à lui, d'assurer la radiothérapie en 2018. Ses deux accélérateurs linéaires datant des années 1980, sont devenus «obsolètes», explique le directeur général de l'établissement, Hadj Boutouaf.

Les démarches pour l'acquisition de deux accélérateurs linéaires de dernière technologie ont été entamées il y a quelques années. Toutefois, la situation traversée par le pays et la crise sanitaire de Covid-19 n'ont pas facilité les choses, mais les choses ne tarderaient pas à se débloquer, selon le même responsable.

«Les démarches ont été récemment relancées. Nous espérons pouvoir acquérir les deux accélérateurs prochainement», souligne M. Boutouaf.

Le CAC de Messerghine espère également recevoir prochainement un nouvel accélérateur dont il a entamé les procé-

dures d'acquisition depuis quelques années.

## Les malades transférées vers d'autres wilayas

Alors que la wilaya d'Oran enregistre chaque année entre 300 et 400 nouveaux cas de cancer du sein, le bilan pour les 9 mois de l'année en cours fait ressortir que le service de radiothérapie du CAC «Emir Abdelkader» n'a pris en charge que 41 femmes ayant subi des ablations partielles du sein.

En attendant de recevoir les nouveaux accélérateurs linéaires, les malades traitées à Oran sont transférées à Tlemcen et surtout Sidi Bel-Abbès qui possède quatre accélérateurs.

Les spécialistes des trois établissements d'Oran, le CHU, l'EHU et le CAC, parviennent à décrocher des rendez-vous dans les hôpitaux de Tlemcen et de Sidi Bel-Abbès, mais la démarche demeure solidaire. De plus, le déplacement sur près de



100 km peut être une contrainte majeure pour un nombre de femmes. Yamina, une cinquantenaire native d'Oran, a subi une mastectomie à l'EHU d'Oran. Elle précise avoir opté pour une ablation totale plutôt qu'à une partielle qui nécessitait des déplacements de plusieurs jours hors wilaya. «Mon mari s'est trouvé contraint de vendre sa voiture durant cette crise sanitaire et mon état de santé ne me permet même pas d'envisager de faire le voyage jusqu'à Bel-Abbès en taxi», dit-elle. Malgré une certaine

tristesse qu'elle parvient difficilement à dissimuler lorsqu'elle évoque son expérience, cette mère de cinq enfants, qui vient de perdre «une partie d'elle», se dit optimiste. «Je reste contente d'être toujours en vie», dit-elle, estimant qu'elle peut «pleinement vivre sa vie sans son sein». Le P<sup>r</sup> Boucherit s'est voulu également optimiste, car pour lui «le plus important est de préserver la vie de ces femmes», en attendant d'avoir plus de choix : opter pour des chirurgies conservatrices. A. H./APS

## Industrie pharmaceutique

# 37 médicaments importés sont passés à la production locale

Quelque 37 médicaments importés sont passés à la production locale dans des segments à forte valeur ajoutée, durant les cinq premiers mois de l'année 2021, a indiqué le ministère de l'Industrie pharmaceutique dans un communiqué.

Selon la même source, le Comité économique intersectoriel des médicaments a réussi à orienter les investisseurs vers des produits à forte valeur ajoutée, avec 37 médicaments importés qui sont passés à la production locale, constituant une substitution directe à l'im-

portation et 16 premiers bio-similaires enregistrés.

Cela a permis de générer pour ces seuls produits une économie de près de 100 millions de dollars, précise le communiqué publié sur le site web du ministère. Ce bilan a été présenté lors de la réunion de travail et de coordination, présidée par le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Abderrahmane Djamel Lotfi Benbahmed, avec les membres du Comité.

Globalement, le Comité a traité depuis son installation en janvier dernier, 1 377 dossiers dont

1 058 produits fabriqués localement et 319 produits importés.

Le travail du Comité a permis également la priorisation de l'enregistrement des médicaments génériques avec 34 produits pharmaceutiques hospitaliers et 27 médicaments biosimilaires et ce, dans le but de pallier les situations monopolistiques en favorisant la concurrence pour la baisse des prix.

La réunion a été l'occasion pour M. Benbahmed de donner quelques orientations concernant la nouvelle procédure de fixation de prix, à même de trou-

ver un équilibre entre le développement de l'industrie pharmaceutique nationale et la régulation budgétaire par la maîtrise des dépenses des caisses de la sécurité sociale.

Cette nouvelle procédure de fixation de prix a pour objectif de satisfaire le besoin et l'intérêt thérapeutique, car les économies réalisées à travers les différents mécanismes seront réaffectées pour l'acquisition des produits innovants, notamment pour les maladies rares et l'oncologie, ajoute la même source.

Safy T.

## Mostaganem

# Mostaland Parc, une directrice qui brave l'impossible

Mostaland est un des meilleurs parcs animaliers et d'attractions d'Algérie. Un investissement qui a contribué intensément à drainer des milliers des visiteurs. Des visiteurs qui se sont familiarisés avec Mostaganem comme destination privilégiée. Une destination marquée par l'attractivité des loisirs dans un parc moderne assis sur plus de cinquante hectares. Faut-il le souligner, «Mostaland» est un investissement très réussi car en peu de temps cet espace de plaisance a agrémenté le cadre de vie d'une capitale de wilaya. Cependant, il y a quelques années de cela, à

Mostaganem c'était le désert en matière de loisirs et dans cette ville on s'ennuyait à s'en lasser. Une dizaine d'années avant son ouverture, les familles mostaganémoises se voyaient contraintes d'aller jusqu'à Oran pour faire plaisir à leurs enfants. Aujourd'hui, ce parc avec sa diversité des loisirs, devient un paradis sur terre pour les enfants surtout. Ces bambins, en période de vacances scolaires, trouvent ces divertissements amusants et distrayants. Clairvoyante, la directrice cet EPIC affiche une ferme volonté de promouvoir l'image touristique de Mostaganem. La reprise

du Parc Del Arssa est une preuve de l'intelligence dans la gestion managériale de son entreprise. Animée de bonne volonté S.B. brave l'impossible, car ce parc repris a été durant très longtemps abandonné. Espaces verts brûlés, pierres taillées dérobées et lieu infrequentable. Ce parc, situé sur les hauteurs du chef-lieu, offre des atouts non négligeables de par son exceptionnelle vue panoramique. Pour rappel, en 1963 ce monument était l'œuvre d'un bureau d'études français de l'époque et les maçons qui y ont participé étaient les stagiaires des centres de formation professionnelle.

Madame S.B. vient redonner une vie à un espace agonisant. Il ne s'agit pas de transférer les activités de Parc Mostaland à El Arssa, sinon elle s'est appuyée sur les spécifications des lieux pour les adapter au projet. Ce parc, construit au début de l'indépendance et mis sous la responsabilité de la commune, n'a gardé que sa pittoresque muraille. Vers les débuts des années 2000, on a tenté une reprise mais qui a échoué tout simplement par défaut d'engagement écologique des élus de la commune. Le Parc d'El Arssa deviendra plutôt un lieu de détente avec un jardin botanique

qui sera probablement un jardin d'initiation à la nature, un lieu où l'on apprend à respecter et à protéger le monde végétal et animal. D'un autre côté, sur cet espace, Madame la directrice prévoit des jeux pour enfants, des jeux liés à l'activité. Une cafétéria, un restaurant des kiosques au profit des visiteurs. L'esprit de reprise du parc c'est d'abord le valoriser et en faire un lieu fréquentable. Madame la directrice ne s'est pas engagée sans être munie d'un business plan qui lui permettra, sans nul doute, d'investir utile et de mener à bien son projet.

Lotfi Abdelmajid

CNESE

# Rédha Tir plaide pour le développement de la culture bancaire et financière en Algérie

■ Le président du Conseil national économique, social et environnemental (Cnese), Rédha Tir, a plaidé, lundi à Alger, pour le développement de la culture bancaire et financière en Algérie, afin d'absorber les fonds circulant sur le marché informel et promouvoir l'investissement.



Par Salem K.

Invité du forum «Algérie Maintenant», M. Tir a relevé l'importance de recourir à des «méthodes intelligentes» pour absorber les fonds circulant sur le marché parallèle,

pointant du doigt «la culture du système bancaire et financier du pays» qui accuse, selon lui, «beaucoup de retard ayant freiné le développement de l'économie, d'où la nécessité de changer certains comportements entravant la production ou l'in-

vestissement».

Le président du Cnese a en outre souligné la nécessité de faire la distinction entre les deux notions de l'économie illégale et l'économie informelle. La première, explique-t-il, repose sur les transactions frauduleuses et

l'évasion fiscale, alors que la deuxième concerne le non écoulement des fonds sur le marché formel et les activités commerciales familiales ou ménagères ou non déclarées.

Dans ce sillage, M. Tir a préconisé le développement d'un modèle national d'évaluation de l'économie informelle et l'adoption de l'intelligence économique à travers la promotion de la recherche d'information et les modes de recherche ainsi que le développement des centres de recherche auprès des grandes sociétés.

De son côté, le président de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse (Cosob), président de la Commission d'arbitrage financier et de politiques économiques au Cnese, Abdelhakim Berrah, a indiqué que le financement de l'économie par le Trésor doit compléter le financement bancaire, déplorant la faible culture financière des opérateurs.

S. K.

## Filière lait Les producteurs appellent à une solution concernant la marge bénéficiaire

Les producteurs de la filière lait ont appelé, lors d'une réunion tenue au siège de la Confédération des industriels et producteurs algériens (Cipa) à l'intervention du ministre de l'Agriculture et du Développement rural pour trouver une solution à leurs préoccupations, notamment en ce qui concerne la marge bénéficiaire des transformateurs de lait, jugée «faible», a indiqué, lundi, un communiqué de la Cipa. Lors de cette réunion élargie aux représentants régionaux de la filière lait, les transformateurs de lait ont soulevé leurs préoccupations, entre autres, la question de la marge «qui ne cesse de se réduire, engendrant une perte sèche qui risque de mener l'entreprise à une paralysie», a ajouté la Cipa.

A ce titre, les transformateurs de lait ont sollicité pour «la énième fois l'intervention du ministre de l'Agriculture afin de trouver une solution urgente à ce problème». La Cipa a rappelé que la réunion tenue avec les représentants régionaux de la filière lait intervient quelques jours après une rencontre avec le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, en présence des représentants des transformateurs de lait en sachet. La rencontre tenue avec le ministre avait pour objet, selon la communiqué de la Cipa, d'exposer les contraintes engendrées dans le processus de production de lait.

Lors de leur dernière rencontre, «les deux parties avaient affiché leur confiance quant à la mise en œuvre de solutions équitables et définitives pour la filière lait», selon la Cipa. S. K.

Finances

# Benabderrahmane prend part à des rencontres avec les responsables du FMI et de la BM

Le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, a pris part, lundi, par visioconférence, à des rencontres avec les premiers responsables des institutions de Breton Woods, qui se tiennent à l'occasion des Assemblées annuelles du Groupe de la Banque mondiale (BM) et du Fonds monétaire international (FMI), a indiqué un communiqué du ministère des Finances.

M. Benabderrahmane a pris part à ces réunions en sa qualité de Gouverneur de l'Algérie auprès de la Banque mondiale, a précisé la même source ajoutant que ces rencontres ont constitué une plateforme d'échange et de partage, ainsi qu'une occasion pour exprimer les préoccupations sur les questions de développement.

Dans ce cadre, le Premier ministre et ministre des Finances a participé à la rencontre des Gouverneurs arabes avec le président de la BM, où les discussions ont porté sur «les principaux défis auxquels les pays arabes sont confrontés».

Les Gouverneurs arabes ont exprimé notamment leur préoccupation concernant «la divergence de la croissance, notamment entre les pays avancés et en développement, due principalement à l'accès inégal aux vaccins, ainsi qu'à la marge de manœuvre budgétaire réduite pour répondre à la crise».

La réunion a constitué «une opportunité pour cibler les principaux domaines pour lesquels la BM peut apporter son appui aux pays arabes, notamment en

matière d'allègement de la dette au profit des pays surendettés, de promotion d'un développement vert, résilient et inclusif et de mobilisation de financements adéquats au profit des pays de la région».

M. Benabderrahmane a également pris part à la réunion des Gouverneurs de la région MENA avec la directrice générale du FMI. Celle-ci s'est focalisée sur les défis climatiques dans les pays de la région, sur les coûts des catastrophes naturelles liées au changement du climat, ainsi que sur les enjeux en matière d'atténuation du changement climatique et de transition énergétique.

A ce propos, M. Benabderrahmane a rappelé que «l'Algérie accorde une attention particulière à la menace des changements climatiques, en intégrant la politique environnementale dans sa stratégie globale de développement, et ce, même si notre pays est considéré comme un pays peu émetteur de gaz à effet de serre et que sa responsabilité historique en la matière n'est pas engagée».

Il a indiqué également que le gouvernement algérien a élaboré plusieurs plans et programmes sur les changements climatiques et que le cadre législatif et réglementaire a été renforcé par la promulgation de plusieurs lois et dispositions sur la question climatique.

Sur un autre plan, M. Benabderrahmane a félicité le FMI pour la stratégie nouvellement adoptée en vue d'aider les pays membres à mieux répondre aux défis politiques liés au changement climatique, soulignant qu'au-

delà de la problématique «cruciale» de financement, des mesures concrètes doivent être prises à l'échelle mondiale pour permettre un véritable transfert de technologies et de savoir-faire.

## L'Algérie déterminée à accélérer les chantiers des réformes structurelles

Le ministre des Finances a invité en outre le FMI, en partenariat avec les autres partenaires de développement, à mettre en place des approches pragmatiques pour répondre aux besoins et capacités différenciés des pays et inciter à un transfert réel de technologies respectueuses de l'environnement.

Par ailleurs, M. Benabderrahmane s'est entretenu avec le directeur du département du Moyen-Orient et de l'Asie Centrale (MOAC) au FMI, Jihad Azour et son équipe.

Cette rencontre a été une occasion pour échanger sur la situation économique en Algérie, notamment dans le contexte des défis imposés par le Covid-19, sur les politiques publiques à mettre en place, ainsi que sur la nature de l'appui technique que pourrait apporter le FMI à l'Algérie.

Dans ce contexte, M. Benabderrahmane a rappelé les mesures prises par l'Algérie pour faire face à l'impact de la pandémie, notamment en matière de protection des populations vulnérables et de préservation de l'activité économique, assurant que l'économie

algérienne a renoué avec la croissance en 2021. Il a présenté aussi les grands axes du nouveau Plan d'action du gouvernement, qui constitue, selon lui, «une vision stratégique globale pour le développement du pays dans les années à venir».

«En dépit de la reprise des prix de pétrole sur les marchés internationaux, l'Algérie est déterminée à accélérer les chantiers ambitieux de réformes structurelles déjà lancés, notamment dans les domaines fiscal, budgétaire et bancaire, en vue de sortir du modèle économique basé sur la distribution de la rente, vers un modèle basé sur la création de richesse», a-t-il fait observer.

Il a assuré, en outre, que le gouvernement s'attelle actuellement à travailler sur la question d'une mobilisation «plus accrue des ressources domestiques pour le financement de l'économie, notamment à travers l'inclusion fiscale et financière et l'intégration du secteur informel». De son côté, M. Azour a affirmé que «même si les prix des hydrocarbures ont enregistré dernièrement une tendance haussière, l'engagement continu des politiques publiques reste indispensable pour soutenir la reprise économique et maintenir la stabilité macroéconomique».

Tout en exprimant son appréciation à l'égard du partenariat entre son institution et l'Algérie, M. Azour a réitéré la disposition du FMI à poursuivre son accompagnement au processus de réformes engagé par l'Algérie.

Halim N.

Célébration du Mawlid ennabaoui

# Une exposition à découvrir au Palais des Rais

■ La célébration du Mawlid ennabaoui a été marquée cette année à Alger par l'inauguration d'une exposition destinée à la présentation de ce nouveau lieu de savoir et de culte, bâti dans les normes de construction traditionnelles ainsi qu'une école coranique baptisée «M'cid».



Par Abla Selles

Inaugurée lundi par la ministre de la Culture et des Arts, Wafa Chaâlal, au Palais des Rais-Bastion 23,

«M'cid» a été restaurée en respectant les normes de construction originelles qui valorisent le bâti algérien dans sa tradition patrimoniale. Il s'agit d'une manière de redonner la vie à ces

lieux cultes d'apprentissage ayant une valeur esthétique, historique et culturelle. L'exposition, organisée au même Palais, met en valeur le patrimoine architectural algérien avec ses traits cul-

turels et artistiques.

Présentée également en braille (alphabet pour personnes non-voyantes), l'exposition de ce nouvel espace, construit au XVIII<sup>e</sup> siècle durant la période ottomane, offre aux visiteurs deux modèles de «lawhat» (grandes ardoises sur lesquelles sont consignés les différents versets coraniques soumis à l'apprentissage), destinées aux enfants en début et en fin de cycle d'apprentissage et de grands panneaux sur lesquels sont inscrites les définitions de différentes structures culturelles.

Un aperçu sur la calligraphie utilisée sur les lawhat, ainsi qu'une reconstitution d'une «halqa» (élèves assis, lawhat en mains, autour de leur maître) font également partie de l'exposition.

«M'cid» est désormais dédiée à «l'apprentissage du Saint Coran et à l'organisation de différents ateliers, dans le but de faire connaître ce lieu d'une grande valeur patrimoniale et ouvrir l'esprit et l'imaginaire des enfants», a expliqué la directrice de l'établissement, Faiza Riache.

Wafa Chaâlal a également assisté à un concert de musique «TBel», un genre proche de l'Ahallil de la région d'Adrar, exécuté sous la direction de Hadjadj

El Berka par une vingtaine de voix et quelques instrumentistes jouant notamment aux nay, zemmar (flûtes), tebla, el ouetra, el guellal (dans ses trois dérivés : rabbaâ, khellaf et Tin Beqqal), de l'association «Tawassol adjal Ech'Chellali» du ksar Wedgha de la wilaya d'Adrar.

Un exposé sur ce genre de musique représentatif de la région d'Adrar a été rendu à la ministre de la Culture et des Arts par le docteur en anthropologie culturelle et chercheur en patrimoine, Omar Hadjadj, avant de lui remettre une demande d'inscription au patrimoine national de ce genre de musique millénaire.

Wafa Chaâlal a également rendu hommage aux cheikhs Boudjemaâ Zemmar, Mohamed Allali et Abdelkader Hadjadj, qui ont œuvré à la sauvegarde et à la transmission de cette musique

## Sauvegarde des manuscrits religieux Une rencontre se prépare à Béjaïa

Une rencontre dédiée à la préservation et à la numérisation des manuscrits religieux se tiendra prochainement à Béjaïa, a annoncé le ministre des Affaires religieuses et des Waqfs, Youcef Belmahdi, en visite à Tizi-Ouzou.

Cette rencontre, qui sera organisée par son département ministériel, sera l'occasion d'affiner le travail pour la préservation des manuscrits de certaines zaouïas en utilisant les technologies modernes auquel tout un département est dédié au niveau du ministère des Affaires religieuses et des Waqfs.

«Nous avons, récemment, publié un livre contenant 101 rares manuscrits en Algérie, autour duquel une rencontre a été organisée et nous comptons organiser prochainement une autre rencontre à Béjaïa pour poursuivre ce travail, surtout, en accompagnant les familles détentrices de manuscrits», a déclaré Belmahdi. **R. C.**

Journées littéraires de Tébessa

## Sihem Cheriet présente son dernier livre

L'écrivaine Sihem Cheriet de la wilaya de Tébessa a présenté, lundi, son dernier livre «Jouz'oun mina tari-kh, kissat zaoujaine» (Une partie de l'histoire... vie d'un couple) dans lequel elle relate la biographie de ses parents, les moudjahidines Zaâra Athmani et Hadj Ali Cheriet.

Au cours d'une séance tenue en marge de la 12<sup>e</sup> édition des Journées littéraires de Tébessa, coïncidant avec la commémoration du 60<sup>e</sup> anniversaire de la Journée nationale de l'émigration, l'écrivaine a présenté sa dernière publication, parue aux éditions Kalama, relatant en 112 pages l'histoire de la lutte de ses défunts parents, chacun à sa manière, pour le recouvrement

de la souveraineté nationale.

Dans la première partie de son livre, l'auteure évoque la vie de sa mère, Zaâra Athmani (1934-2013), qui fut la première enseignante à Tébessa à l'époque coloniale et qui avait rallié, dès son jeune âge, l'Association des oulémans musulmans algériens et reçu toute l'attention et l'appui du cheikh Larbi Tebessi, qui avait mis un point d'honneur à faire de Zaâra une enseignante à l'école «Al Tahdib» à l'époque.

Zaâra Athmani, surnommée «Saidati», faisait de son mieux pour apprendre aux enfants algériens les règles et les principes de la langue arabe, en dépit des intimidations qu'elle subissait par l'occupant français.

L'ouvrage «Jouz'oun mina tari-kh, Kissat zaoujaine» traite dans sa deuxième partie, appuyée de photos et de témoignages vivants, le parcours de lutte du défunt moudjahid Hadj Ali Cheriet (1923-2020), qui avait participé à plusieurs batailles aux côtés des révolutionnaires contre l'armée coloniale française afin de recouvrer la souveraineté nationale.

L'écrivaine a souligné que le défunt moudjahid Hadj Ali Cheriet souhaitait que ses témoignages vivants sur les batailles auxquelles il avait pris part soient une source pour ceux qui s'intéressent à l'histoire de la glorieuse Révolution libératrice, mais il a été rappelé à Dieu avant la parution du livre.

De nombreux écrivains et poètes, dont Slimane Djouadi, Mohamed Lakhdar Djouini, Mohamed Nahal, Tayeb Abadlia, Saker Djemouai, Badreddine Nadjji et d'autres, ont fait part à l'APS de leur admiration de cette œuvre littéraire et historique qui relate le parcours de ces deux moudjahidines qui se sont sacrifiées pour l'indépendance de l'Algérie.

La 12<sup>e</sup> édition des Journées littéraires de Tébessa, ouverte samedi sous le slogan «Min El Alam lla el Amal», a été clôturée lundi avec une cérémonie à l'occasion du Mawlid ennabaoui et un hommage rendu à plus de 85 écrivains et poètes présents, venus de nombreuses wilayas du pays. **F. H.**

«The Batman» avec Robert Pattinson

## La bande-annonce dévoilée

Warner Bros et DC Films mettent l'eau à la bouche des fans de l'Homme chauve-souris. À l'occasion du DC FanDome 2021, un événement 100 % en ligne, les studios ont livré une bande-annonce de 2 minutes 50 noire et explosive de «The Batman».

Dans ce nouvel épisode de

la franchise, le super-héros est porté à l'écran par l'acteur britannique Robert Pattinson (*Twilight, Remember Me*) et à la réalisation Matt Reeves (*La Planète des Singes, L'Affrontement, Cloverfield*) qui choisit une esthétique sombre et dangereuse rappelant le Joker (2019) de Todd Phillips.

C'est l'Homme-mystère, interprété par Paul Dano (*Little Miss Sunshine*), qui ouvre le bal dans ce trailer qui révèle d'autres personnages clés de la saga. Ainsi, l'aventure sera aussi rythmée par Zoë Kravitz sous les traits de Catwoman, Alfred est interprété par Andy Serkis.

Face au Chevalier noir, Collin Farrell méconnaissable campera Le Penguin. Un super-vilain et némésis de Bruce Wayne, personnage au nez crochu, avec des joues tombantes et le crâne un poil plus dégarni que d'habitude.

Si le scénario est encore gardé secret, les fans ont com-

mencé à décrypter la bande-annonce. Le film pourrait ainsi mettre en scène un tueur en série qui diffuse ses crimes en direct sur internet. La date de sortie est désormais confirmée, The Batman est attendu le 4 mars 2022 dans les salles obscures.

**R. I.**



Corée du Nord

# Tir d'un missile balistique qui aurait été lancé depuis un sous-marin

■ La Corée du Nord, poursuivant une série de tests, a lancé un missile balistique qui aurait été tiré par un sous-marin, a annoncé, hier, l'armée sud-coréenne, ce qui permettrait à ce pays doté de l'arme nucléaire d'avoir une capacité de seconde frappe.

Par Mourad M.

Ce test pourrait constituer une avancée technologique considérable au moment où les deux Corées, toujours techniquement en guerre, semblent lancées dans une course à l'armement et que le dialogue Washington-

Pyongyang est à l'arrêt. «Le missile balistique à courte portée pourrait être un SLBM (missile balistique stratégique mer-sol, ndr) tiré depuis Sinpo vers la mer à l'est de la péninsule», selon un communiqué des chefs d'état-major sud-coréens. Sinpo est une ville portuaire de l'Est du

pays qui compte un important chantier naval. Des images satellites y ont auparavant montré la présence de sous-marins. «Les services de renseignement sud-coréens et américains procèdent à une analyse minutieuse afin d'obtenir des détails supplémentaires», selon le communiqué. La question-clé sera de savoir si le missile a été tiré d'un sous-marin en activité ou bien d'une plateforme sous-marine ou d'une barge. S'il s'agit d'un sous-marin, cela signifierait une nouvelle étape pour l'arsenal nord-coréen avec la possibilité d'un déploiement bien au-delà de la péninsule coréenne et une capacité de seconde frappe en cas d'attaque sur ses bases militaires. Washington, Séoul et Tokyo ont condamné ce lancement, affirmant qu'il s'agit d'un missile balistique. La Corée du Nord est frappée d'une série de sanctions par l'ONU car elle poursuit le développement d'armes nucléaires et de missiles balistiques en contrevention avec ses résolutions. Pyongyang développe actuellement un missile balistique lancé depuis un sous-marin (SLBM) et a procédé à deux lancements sous mer en 2016 et 2019 mais le Pentagone et des analystes estiment qu'ils ont été effectués depuis une plate-forme immergée. La Corée du Nord «veut une dissuasion nucléaire plus résistante capable de faire chanter ses voisins et les États-Unis», estime Leif-Eric Easley, professeur d'études internationales à l'Université Ewha de Séoul. «Le SLBM nord-coréen est probablement loin d'être déployé



Ph. &gt; D. R.

de manière opérationnelle avec une tête nucléaire», pense-t-il, mais «Kim (Jong Un, le dirigeant nord-coréen ndr) ne peut se permettre politiquement de sembler distancé dans une course aux armements régionale». Le missile a parcouru environ 590 kilomètres à une altitude maximale d'environ 60 kilomètres, a déclaré une source à l'AFF. En septembre, Séoul a testé son premier SLBM, devenant l'un des rares pays doté de cette technologie avancée, et a dévoilé un missile de croisière hypersonique. Pyongyang a de son côté effectué récemment plusieurs tests, notamment un missile à longue portée, une arme tirée depuis un train et un missile présenté comme hypersonique. La semaine dernière, une exposition consacrée à la défense a été l'occasion de présenter l'armement du pays, notamment un immense missile balistique interconti-

ental (ICBM), dévoilé l'an passé lors d'un défilé militaire.

Pyongyang affirme avoir besoin d'un tel arsenal pour se défendre contre une éventuelle invasion américaine. Lors de cette exposition, Kim Jong Un a accusé les États-Unis d'être la «cause profonde» de l'instabilité dans la péninsule, estimant qu'il n'existe aucune raison «de croire qu'ils ne sont pas hostiles». Le Conseil national de la sécurité sud-coréen, réuni en urgence hier, a exprimé son «profond regret» et exhorté Pyongyang à reprendre le dialogue. Le commandement indo-pacifique américain a condamné ce tir et a appelé Pyongyang à «s'abstenir de tout nouvel acte déstabilisateurs». Le Premier ministre japonais, Fumio Kishida, a fait état de deux missiles balistiques tirés, qualifiant ce lancement de «très regrettable».

M. M.

## Commentaire

Concurrence

Par Fouzia Mahmoudi

En France la droite est agacée, au mieux, par l'ascension fulgurante d'Éric Zemmour, qui n'est à ce jour toujours pas candidat à la présidentielle. Les Républicains qui ont refusé il y a quelques semaines que le journaliste puisse être leur porte-drapeau en 2022, ont en effet du mal à se faire entendre par les électeurs et sont désormais obligés de courir après Zemmour et de récupérer toutes ses thématiques. Même chose du côté du Rassemblement National, dont la candidate, Marine Le Pen, a perdu jusqu'à 10 points dans les intentions de vote pour le scrutin présidentiel ces derniers mois. En début de semaine, Julien Odoul s'est à nouveau exprimé sur la très probable candidature d'Éric Zemmour. Selon le porte-parole du RN, aucune inquiétude ne touche le parti à la flamme qui reste soudé autour de la candidature de Marine Le Pen. Et alors que le polémiste progresse dans les sondages, jusqu'à se situer dernièrement dans un mouchoir de poche avec Marine Le Pen et le candidat de la droite, Robert Ménard a tenté une fois de plus d'ouvrir les négociations. L'édile de Béziers a ainsi profité samedi du passage d'Éric Zemmour, en tournée littéraire dans sa ville, pour formuler une demande. «Je vous implore Marine et toi de vous retrouver en février prochain. À ce moment-là, que celui qui est derrière accepte de se retirer et de soutenir l'autre. Ne gâchons pas cette chance !», a-t-il lancé, alors que l'élu avait récemment assuré soutenir la candidature du RN. Pas de quoi remettre en cause la stratégie des lepénistes pour autant. D'après Julien Odoul, il y a en effet une «nécessité de se rassembler», mais plutôt «autour de la candidate qui peut gagner, qui peut faire gagner les Français», c'est-à-dire «Marine Le Pen qui a un programme, une antériorité». «Février c'est loin, nous sommes au début de la campagne présidentielle», a ainsi balayé le porte-parole. «Éric Zemmour débute en politique et il doit aussi apprendre l'humilité», a-t-il encore estimé, assurant que «nous sommes satisfaits de cette concurrence parce que la concurrence est stimulante en démocratie, elle est même saine». À l'instar de ce que déclarent régulièrement les différentes figures du parti, Julien Odoul a également assuré que le polémiste n'était «pas un adversaire». À entendre l'élu, cette possible candidature serait même au contraire une chance : «Ce qui est intéressant, c'est que le camp national, les Français qui croient en la France (...), le camp est en train de grossir donc c'est tout à fait positif pour le second tour, pour la réserve de voix qui sera celle de Marine Le Pen». «Le seul adversaire, c'est Emmanuel Macron», a-t-il rappelé. Selon lui, Marine Le Pen est aussi en train d'«élaborer un programme de redressement national pour rendre aux Français leur pays et leur argent». Avant de répéter que «dans ce cadre-là, Éric Zemmour n'est pas un adversaire». La veille, le président du Rassemblement National, Jordan Bardella, avait lui aussi assuré que «probablement viendra le temps où nous nous rassemblerons, parce que je crois que le moment est trop grave, et que pendant qu'Éric Zemmour tape beaucoup dans ses interventions médiatiques sur Marine Le Pen, Emmanuel Macron, croyez-moi, se frotte les mains». À l'instar du porte-parole, l'élu voit toutefois le polémiste derrière la candidate. «Il aurait toute sa place dans un gouvernement de Marine Le Pen, bien sûr», a-t-il déclaré. Une déclaration bien loin de la réalité alors que Zemmour a répété à maintes reprises qu'il n'avait qu'un objectif, l'Élysée, et que faire de la politique politicienne ne l'intéressait pas. Surtout qu'il estime que le programme de Marine Le Pen a perdu au fil des ans en mordant et en légitimité. Désarçonné par le polémiste, le RN est visiblement inquiet malgré les démentis de ses cadres et Marine Le Pen a du travail devant elle si elle veut allonger l'écart qui la sépare de Zemmour dans les sondages. Surtout que le journaliste, n'ayant pas encore déclaré officiellement sa candidature, pourrait voir sa popularité monter en flèche lors de son annonce solennelle qui devrait avoir lieu au mois de novembre.

F. M.

Birmanie

## Scènes de liesse devant les prisons après l'amnistie de la junte

Des centaines de détenus politiques birmanis, amnistiés par la junte sous pression internationale, ont retrouvé hier leurs familles en liesse devant les prisons, certains promettant déjà de reprendre le combat contre le régime militaire. Than Toe Aung, détenu près de six mois, tombe dans les bras de sa sœur qui l'attend depuis des heures devant la tristement célèbre prison d'Insein à Rangoun. «Je suis tellement heureux, mais je dois maintenant me battre pour ceux qui restent en détention», raconte-t-il à l'AFF, saluant la foule des trois doigts en signe de résistance à la junte. «Nous devons œuvrer jusqu'à la victoire», crie un autre activiste depuis la voiture qui l'emmène loin de l'établissement pénitentiaire. D'autres prisonniers, pris en charge dans des bus, lèvent à travers les vitres leur pouce en signe de victoire, acclamés par la foule. Non loin de là, des familles

inquiètes brandissent des pancartes avec le nom d'un proche dont elles sont souvent sans nouvelles depuis des mois. Nwet Nwet San est venu attendre son fils, un soldat qui a fait défection. «Il est détenu depuis huit mois. J'espère qu'il fait partie de la liste des amnistiés», confie-t-il, sans trop d'espoir après des heures d'attente. Lundi, l'armée, au pouvoir depuis le coup d'État du 1<sup>er</sup> février contre Aung San Suu Kyi, a annoncé la libération de 5 636 personnes arrêtées lors des manifestations massives qui ont secoué le pays après le putsch. Cette amnistie intervient à l'occasion de la fête bouddhiste de Thadingyut qui célèbre la fin du carême bouddhique et a débuté, pour trois jours, hier. Aucun détail n'a été donné sur les personnes libérées et les autorités pénitentiaires n'ont pas répondu aux demandes de l'AFF. Cette annonce est avant tout un geste symbolique

à destination de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (Asean). L'organisation, largement critiquée pour son manque d'efficacité, a décidé d'exclure le chef de la junte, Min Aung Hlaing, de son prochain sommet, fin octobre. Le bloc a pris cette mesure exceptionnelle faute d'avancées sur la mise en œuvre d'un plan régional en vue de rétablir le dialogue et de faciliter l'arrivée de l'aide humanitaire en Birmanie, en plein chaos depuis le putsch. Le passage en force des généraux a mis fin à une parenthèse démocratique d'une décennie dans le pays. Depuis, l'armée mène une répression sanglante avec plus de 1 100 civils tués et quelque 8 000 arrêtés, selon une ONG locale, l'Association d'assistance aux prisonniers politiques (AAPP), qui rapporte des cas de tortures, de viols et d'exécutions extra-judiciaires.

Nadjla Al-Mangoush :

# La Conférence internationale sur l'initiative de stabilité de la Libye aura lieu demain

■ La Conférence ministérielle internationale sur l'initiative de stabilité de la Libye aura lieu demain à Tripoli, a fait savoir, dimanche, la ministre libyenne des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Nadjla Al-Mangoush.



Par Moncef Gh.

«**N**ous nous préparons à organiser et à accueillir les activités de la Conférence ministérielle internationale sur l'Initiative de stabilité de la Libye ce jeudi», a indiqué M<sup>me</sup> Al-Mangoush dans une allocution adressée, dimanche soir, au peuple libyen, précisant que «cette initiative vise à inaugurer un avenir nouveau et prometteur».

M<sup>me</sup> Al-Mangoush a noté que la Conférence sur l'initiative de stabilité de la Libye sera axée sur

deux volets : le volet sécuritaire et le volet économique.

Pour ce qui est du volet sécuritaire, la cheffe de la diplomatie libyenne a indiqué que la conférence vise «à fournir le soutien politique et technique nécessaire à la consolidation du cessez-le-feu en vigueur, à soutenir les mesures visant la réunification de l'armée libyenne, à encourager le démantèlement des milices et leur réintégration dans les corps constitués, et faciliter le retrait de tous les mercenaires et combattants étrangers». S'agissant du volet économique, Nadjla Al-Mangoush a souligné que «cette

initiative vise à faire progresser l'économie, à améliorer le niveau de vie du citoyen libyen et à fournir les services nécessaires pour vivre avec dignité et fierté sur sa terre».

Sur les objectifs attendus de cette conférence sur le plan politique, la ministre des Affaires étrangères libyenne a noté que «cette initiative vise à mobiliser les soutiens positifs nécessaires à la tenue des élections générales et à soutenir le processus de justice transitionnelle et de réconciliation nationale».

M<sup>me</sup> Al-Mangoush a rappelé, par ailleurs, dans son allocution

que «les guerres et les conflits politiques ont coûté la vie au peuple libyen et laissé d'énormes destructions dans de nombreuses régions du pays à l'est, à l'ouest et au sud, et ont perturbé la roue de la construction, de la reconstruction et du développement». Elle a noté, malgré tout, qu'un «climat d'optimisme a régné après la signature de l'accord de Genève pour un cessez-le-feu permanent le 23 octobre 2020 et la publication des conclusions des Conférences de Berlin, en plus des résultats du Forum de dialogue politique, de la formation du Conseil présidentiel et du Gouvernement d'unité nationale».

## Des émissaires de Sassou Nguesso en mission de «conciliation» en Libye

Le président congolais, Denis Sassou Nguesso, a dépêché lundi une mission de conciliation dans le conflit en Libye, au nom de l'Union africaine (UA), dans la perspective de l'organisation de l'élection présidentielle prévue cette année, a-t-on indiqué de source officielle congolaise.

La délégation de l'UA a été mandatée par le Président Sassou Nguesso pour «conduire en Libye une mission d'information, d'évaluation mais aussi de conciliation sur le processus devant mener à la tenue de l'élection présidentielle prévue à la fin de cette année», a déclaré Jean-Claude Gakosso, ministre congolais des Affaires étrangères.

«Nous avons prévu de rencontrer tous les principaux acteurs de la scène politique libyenne, les chefs religieux, les notables coutumiers et autres

leaders d'opinion, de Tripoli à Benghazi en passant par Tobrouk et Misrata», a ajouté M. Gakosso, chef de la délégation qui est arrivée lundi à Tunis.

«Nous envisageons d'aller également à la rencontre des Libyens de la diaspora, au Caire et à Tunis», a-t-il encore ajouté.

La délégation d'une dizaine de membres est composée notamment du directeur de cabinet de la Commission de l'UA, Lebatt Hacen, «le même qui avait conduit les négociations ayant abouti au partage du pouvoir entre militaires et civils au Soudan», a expliqué M. Gakosso.

«A la fin de la mission, l'ensemble de la délégation se rendra à Brazzaville pour rendre compte au Président Sassou Nguesso qui, lui, informera ses pairs de l'UA, mais aussi ses pairs du «groupe de Berlin», lors du sommet sur la Libye qu'organiserait le président français Emmanuel Macron, en marge du Sommet de Paris sur la Paix, le 12 novembre prochain», a-t-il indiqué.

Le Président Sassou Nguesso dirige le Comité de haut niveau et le Groupe de contact de l'Union africaine sur la Libye plongée dans le chaos après la mort de son leader Mouammar Kadhafi, évincé et tué lors du soulèvement dans le pays.

M. Gh.

Tunisie/Covid-19

## Un décès supplémentaire et 47 nouvelles contaminations

Un décès supplémentaire et 47 nouvelles contaminations par le coronavirus (soit un taux de positivité de 2,68 %) ont été recensés dimanche en Tunisie, a rapporté, lundi soir, le ministère de la Santé.

Dans son bulletin quotidien sur la situation épidémiologique dans le pays, le ministère a fait savoir que le nombre de décès totalisés depuis l'apparition du virus en Tunisie en mars 2020, s'est élevé à 25 100 morts.

Le nombre total de guérisons a atteint 684 512 personnes après le rétablissement de 109 malades, lit-on de même source.

Avec 10 nouvelles admissions enregistrées le même jour, le nombre de personnes hospitalisées dans des établissements de santé des secteurs public et privé a atteint 528 malades, dont 131 se trouvent dans les services de soins intensifs et 47 sont placés sous respirateurs artificiels.

R. M.

Maroc

## Répression brutale de manifestations contre la pauvreté dans plusieurs villes

Les forces de sécurité marocaines ont violemment réprimé, dans la nuit de dimanche, des manifestations pacifiques contre la pauvreté et la détérioration des conditions de vie des citoyens à travers une trentaine de villes au Maroc, rapportent lundi des médias locaux.

A l'appel du Front social marocain et l'Association marocaine des droits de l'homme, et à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté célébrée le 17 octobre de chaque année, des manifestants sont sortis dans la rue à travers une trentaine de villes marocaines pour réclamer une répartition équitable des richesses et

protester contre la détérioration des conditions de vie à travers le pays, selon des médias marocains.

Dans la capitale, Rabat, les environs de la place du Parlement ont été le théâtre d'une intervention policière brutale visant à repousser les manifestants. Même scénario à Khenifra où les manifestants ont dénoncé la répression et l'utilisation de la force pour les empêcher de s'exprimer.

Cité par des médias, Younes Farachin, coordinateur du Front social, a indiqué que l'organisation des manifestations pendant la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté a une

signification et une symbolique particulières.

M. Frachin a noté que les fragilités et les écarts sociaux sont endémiques au Maroc et que les politiques adoptées les approfondissent de plus en plus. Il a déploré la cherté de la vie, affirmant que la poursuite de la politique de privatisation, tout particulièrement, risquait d'appauvrir davantage les Marocains.

Le Maroc reste un pays fortement inégalitaire. Près d'un Marocain sur deux se considère comme pauvre, selon une étude menée par l'Observatoire national du développement humain (ONDH) marocain, qui a mesuré le niveau de pauvreté dans le

royaume.

L'enquête couvrait la période s'étendant de 2012 à 2019. Elle ne tient pas compte de l'épidémie de Covid-19 qui a durement frappé le pays et qui a accentué le ressentiment.

Le sentiment de pauvreté frappe surtout les habitants en milieu rural où près de 60 % de la population se considère pauvre.

Environ 64 % de la population des zones rurales n'a pas accès à l'eau potable, dont 40 % dans la région de Tanger-Tétouan-Al Hoceïma (nord) qui a été le théâtre d'un important mouvement social (Hirak du Rif) en 2016 et 2017.

Kamal L.



ES Sétif

## Nabil Kouki : «La qualification passe par la réussite d'un grand match»

L'entraîneur de l'ES Sétif, le Tunisien Nabil Kouki, s'est dit «optimiste» quant à la qualification de son équipe à la phase de poules de la Ligue des Champions, et ce, malgré la lourde défaite (3-1), essuyée dimanche soir à Nouakchott, face au représentant mauritanien Nouadhibou, pour le compte du match aller du deuxième tour préliminaire de l'épreuve. «Notre équipe est en mesure de se qualifier, mais pour parvenir à cette fin, elle devra sortir le grand jeu au match retour et fournir un rendement de premier ordre», a commencé par rassurer le technicien tunisien. Outre le fait d'avoir la chance de disputer ce match «retour» à domicile, Kouki a souligné l'importance du but marqué en Mauritanie et qui selon lui «devrait jouer un rôle déterminant» dans une éventuelle qualification. Ce sont, en effet, les Sétifiens qui avaient ouvert le

score par Abderrahim Deghmoum (41'), avant de s'effondrer en 2<sup>e</sup> mi-temps, encaissant trois buts pratiquement coup sur coup. Moulay Ahmed Bessam avait commencé par égaliser à la 54', avant que Tandji Hamma ne s'offre un doublé aux (57' et 75'), permettant à Nouadhibou de l'emporter (3-1).

Une défaite inattendue pour la majorité des puristes sétifiens, qui ne s'attendaient pas du tout à ce que leur équipe se fasse malmenée autant en Mauritanie. Certains ont eu tellement de mal à accepter ce scénario qu'ils n'ont pas pu s'empêcher de soupçonner un relâchement des joueurs, qui sont «tombés dans la facilité» après avoir mené au score pendant plus de 50 minutes. Cependant, Kouki a défendu ces joueurs, niant tout relâchement de leur part pendant ce match aller.

Nîmes

## Ferhat pourrait quitter cet hiver

L'international algérien Zinedine Ferhat, dont le contrat avec Nîmes Olympique (Ligue 2) expire en juin prochain, pourrait quitter le club cet hiver, selon le directeur sportif du club, Reda Hammache. Dans un entretien à l'objectif Gard, le directeur sportif du Nîmes Olympique a expliqué que la priorité du club «n'était pas d'obtenir une indemnité de départ pour Zinedine Ferhat», qui n'a joué que quatre matches de Ligue 2 cette saison. Ciblé entre autres par Montpellier cet été, Zinedine Ferhat a dû se résoudre à accompagner Nîmes en Ligue 2 cette saison, faute d'accord avec un potentiel acheteur. Affecté, la tête ailleurs, l'ailier international algérien (28

ans, 13 sélections) a pris du retard dans sa préparation physique. Au point de manquer six des sept premières journées et d'être écarté par son entraîneur pour le déplacement à Auxerre (2-2) avant la trêve internationale. «Ferhat est impliqué et fait de nouveau partie du groupe à part entière, avant la réception de l'AC Ajaccio lundi (20h45). Pour lui comme pour les autres, on est obligé d'ouvrir une oreille et un œil sur les éventuels intérêts», a concédé le directeur sportif des Crocos, précisant néanmoins que «la priorité du club n'est pas d'obtenir une indemnité de départ. Je ne lie pas les départs des joueurs au classement du club».

Fédération algérienne de badminton

## Les membres du BF appellent à une AG extraordinaire

Les membres du bureau fédéral de l'instance algérienne de badminton ont déploré, dans une correspondance adressée au ministère de la Jeunesse et des Sports, «la situation de blocage dans laquelle se débat leur fédération», appelant, dans ce sens, à la tenue d'une Assemblée générale extraordinaire pour «examiner la situation». Selon des documents remis à l'APS, les huit membres du bureau fédéral avaient interpellé d'abord le directeur général des sports au MJS, puis le ministre Abderrazak Sebgaç, demandant notamment «la convocation d'une assemblée générale extraordinaire pour trouver une issue à la situation de blocage qui caractérise la Fédération de badminton». Les huit membres fédéraux sont : Mohamed Sabih, El Khier Barkat, Saber Meribout, Ismail Kaci, Saïd Mahdjoub, Adel Heblia, Salim Mazri et Sihem Benhabria. Selon eux, l'une des raisons de leur appel à la tenue d'une AG extraordinaire est «la non adoption du procès-verbal de la première réunion du bureau fédéral tenue le 5 avril 2021, alors que la

seconde réunion était non réglementaire du fait de l'absence du secrétaire-général». Selon la même source, lors de la troisième réunion du bureau fédéral, le 23 mai 2021, les membres avaient émis des accusations contre le président Zemouchi, comme «la prise de décisions aléatoires et unilatérales, et des dépassements, ce qui nous a poussés à appeler à la tenue d'une AG extraordinaire».

Alors que Medouar affirme n'avoir rien reçu d'officiel en ce sens

# Mehiaoui : «Le Comité scientifique favorable au retour des supporters dans les stades»

■ Le P Riyad Mehiaoui, membre du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie de Covid-19, a déclaré, lundi, que son organisme est favorable au retour des supporters dans les stades, 19 mois après l'interdiction instaurée en raison de la pandémie de Covid-19 et à moins d'une semaine du coup d'envoi de la nouvelle saison footballistique 2021-2022.

Par Mahfoud M.

«Le Comité scientifique n'est pas contre l'idée de la réouverture des enceintes sportives aux supporters, d'autant que nous traversons une situation épidémiologique assez clémente. Seulement, nous devons rester vigilants et en même temps inciter la population à se faire vacciner, car nous n'avons pas encore atteint l'immunité collective», a déclaré le P Mehiaoui. De son côté, le président par dérogation de la Ligue de football professionnel (LFP), Abdelkrim Medouar, avait déclaré que son instance n'avait encore reçu aucun document officiel concernant un éventuel retour des supporters dans les gradins. «Chaque supporter doit se munir d'une carte de vaccination pour pouvoir entrer au stade. La réouverture des stades pour le public est du ressort exclusif des pouvoirs publics, seuls habilités à prendre une telle décision», a-t-il ajouté. Avant d'enchaîner : «Nous avons entendu la récente déclaration du sélectionneur national Djamel Belmadi, à travers laquelle il souhaitait le retour des supporters en vue du match décisif face au Burkina Faso (le 14 novembre à Blida, ndr). Maintenant si tout se passe comme on le souhaite, avec un contrôle sanitaire strict, le Comité scientifique n'a aucune objection pour un retour des supporters dans les stades, comme nous avons été favorables d'ailleurs à la réouverture de plusieurs espaces publics». Le P Riyad



Le retour des fans dans les gradins est pour bientôt

Mehiaoui a tenu à préciser qu'aucune décision «officielle» n'a encore été prise dans ce sens : «Il n'y a rien encore d'officiel. Je pense que la semaine prochaine, il y aura du nouveau. Les recommandations du Comité scientifique seront prises en considération. Nous devons sensibiliser les gens pour aller se vacciner, une manière de se protéger soi-même et protéger son entourage». Enfin, le P Mehiaoui a rappelé l'importance de la vaccination, pour pouvoir entrer dans un stade : «Ce sera difficile de faire respecter la distanciation sociale dans une enceinte sportive. Donc la vaccination est la seule solution pour un retour à la

normale dans nos stades», a-t-il conclu. En septembre dernier, le ministère de la Jeunesse et des sports (MJS) avait annoncé le retour du public dans les stades et salles de sport, sur présentation du pass sanitaire, en vue de la nouvelle saison sportive 2021-2022. Il est clair que le débat est ouvert et que les prochains jours seront décisifs pour trouver une décision finale, sachant que les clubs, asphyxiés par une crise économique, ne feraient pas la fine bouche devant le retour des supporters dans les tribunes, synonyme de rentrée d'argent conséquente surtout pour les clubs populaires, suivis par un grand nombre de fans. M. M.

Eliminatoires CAN-2022 féminine -Algérie

## Fertoul retient 21 joueuses pour le Soudan

La sélectionneuse de l'équipe nationale féminine de football, Radia Fertoul, a fait appel à 21 joueuses, dont 12 évoluant en France, en vue de la double confrontation face au Soudan, prévue les 20 et 26 octobre et comptant pour le 1<sup>er</sup> tour des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2022, prévue au Maroc. La première manche se joue aujourd'hui au stade Omar-Hamadi (Alger) à 18h00, alors que le match retour se jouera le mardi 26 octobre au stade Omdurman (19h00). En cas de qualification, l'équipe nationale sera opposée au 2<sup>e</sup> et dernier tour (14-23 février 2022), au vainqueur de la double confrontation entre le Mozambique et l'Afrique du Sud, vice-cham-

pionne d'Afrique. Les coéquipières d'Imene Merrouche (FC Constantine) ont entamé dimanche un stage préparatoire à Alger. La première séance d'entraînement s'est déroulée lundi après-midi (17h00) au stade du 20-Août-1955, alors que la deuxième et dernière séance d'avant-match était programmée hier au stade Omar-Hamadi à partir de 19h30.

Voici par ailleurs la liste des 21 joueuses : Gardiennes de but : Aguichari Aïcha (AS Sûreté nationale), Ngazi Chloé (US Oréans/France).

Défenseurs : Allouache Wassila (CFA Akbou), Bara Fatima (ASE Alger-Centre), Belkhitte Morgane (Stade brestois 29/France), Boudaoud Sarah (US Oréans/

France), Chebel Imene (FC Fleury 91/France), Hafaf Melina (FC Fleury 91/France), Guelati Sofia (Rodez FA/France), Khellal Armelle (Albi Marssac/France).

Milieux : Bekhedja Fethia (JF Khroub), Belkacemi Lydia (US Orléans/France), Benlazar Meriem (AJ Auxerre/France), Kendouci Zineb (Affak Relizane), Kouï Sylia (Le Harve AC/France), Ould Braham Amira (US Orléans/France).

Attaquantes : Benaïchouche Rahima (JF Khroub), Bouheni Naïma (Affak Relizane), Hadjar Kenza (AS Sûreté nationale), Bouzid Wissem (US Orléans/France), Merrouche Imene (FC Constantine).

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Tunis

## Belhimer prend part au Festival arabe de la radio et de la télévision

LE MINISTRE de la Communication, Ammar Belhimer, participe, depuis hier à Tunis, au Festival arabe de la radio et de la télévision de l'Union de radiodiffusion des Etats arabes (ASBU), a indiqué un communiqué du ministère. En sus de M. Belhimer, cette manifestation médiatique qui s'étalera au 22 octobre courant, est réhaussée par la présence du superviseur général des médias officiels palestiniens, Ahmad Assaf, du secrétaire général de la Ligue arabe,

Ahmed Aboul Gheit, ainsi que d'experts, de professionnels et d'universitaires de différents pays membres, a précisé la même source. La première journée a été ponctuée par le lancement des ateliers du congrès sur l'information dans le monde arabe pour débattre de l'évolution de la scène médiatique, notamment concernant la création de contenu, la production, la distribution et la diffusion via les différents supports, a conclu le communiqué. R. C.

Commune de Blida

## Réaménagement du programme de distribution d'eau potable

L'UNITÉ de Blida de l'Algérie des eaux (ADE) a réaménagé le programme de distribution d'eau potable des quartiers Est de la commune de Blida, indique, hier, un communiqué de l'ADE. Selon le document, un réaménagement a été opéré dans le programme d'alimentation en eau potable (AEP) des quartiers Est de la commune de Blida, qui seront désormais alimentés une fois tous les quatre jours de 8h00 jusqu'à minuit. Ce nouveau programme de distribution d'eau concerne les cités Ramoul, 200 logements, 120 logements, 60 logements, 100 logements, les cités Amira et Mokadem, ainsi que la zone d'activités, ajoute le texte. La journée suivante sera réservée au remplissage des réservoirs

d'eau de ces cités, a-t-on précisé. Cette mesure touchera également les cités Benachour, Ahmed Chaou, Sidi Achour, le boulevard Youcefi-Abdelkader-Mekhbat, et du 19 juin, en plus des cités les palmiers, Oued Meftah, El Makhfi, El Amel, Ben Boulaid, Belkacem el Ouezri, Mohamed-Boudiaf, les frères Djenadi, et les cités des 300 et 128 logements. A noter que la wilaya de Blida a enregistré, cette année, un important déficit dans la couverture des besoins des citoyens en eau potable, en raison du recul de la production d'eau, due à la baisse du niveau des eaux souterraines, assurant 80 % des besoins de la wilaya, outre la réduction de son quota à partir des grands transferts hydriques. Yanis B.

Complexe «Tosyali» d'Oran

## Début de réalisation de l'usine d'acier plat en novembre

LE LANCEMENT de la réalisation du projet de l'usine de production de l'acier plat, d'une capacité annuelle de 2 millions de tonnes au niveau du complexe sidérurgique «Tosyali», sis à Bethioua (Est d'Oran), est prévu en novembre prochain, a-t-on appris d'un membre du Conseil d'administration chargé des opérations en Algérie. Dans une déclaration à l'APS, M. Alp Tobcioglu a indiqué que presque toutes les procédures administratives ont été finalisées, entre autres la préparation du terrain devant accueillir la future usine, située à proximité des autres unités du complexe sidérurgique, ajoutant que le lancement des travaux est prévu pour le mois de novembre prochain. L'acier plat est utilisé dans la fabrication des structures des voitures et des pièces de rechange des véhicules ainsi que des équipements électroniques domestiques, entre autres, indique le même responsable. La production de l'usine permettra également de répondre à la demande des sociétés de sous-traitance et des petites entreprises ainsi que l'augmentation du taux d'intégration dans le domaine

industriel et contribuera à la réduction de la facture d'importation de ce produit. Ce projet, dont les délais de réalisation ont été fixés à 30 mois, permettra la création de quelque 2 000 postes d'emploi directs et indirects, indique-t-on. Pour rappel, la production du complexe durant l'année en cours a atteint 3 millions de tonnes de différents produits, actuellement en cours de commercialisation, en plus de l'exportation. Elle devra doubler pour atteindre 6 millions de tonnes à l'horizon 2025, après l'achèvement des travaux de l'usine de production de l'acier plat. Le complexe sidérurgique «Tosyali», qui œuvre à la concrétisation de la politique de l'Etat en matière d'extension des investissements hors hydrocarbures, ambitionne de répondre aux besoins du pays en produits de qualité utilisés dans la réalisation de nombreux projets, dont les projets de l'habitat et des infrastructures de base comme les barrages et les travaux publics, ainsi que la réalisation du plus grand nombre possible d'opérations d'exportation des différents types de fer vers de nombreux pays étrangers. Ali F.

## Levée totale du confinement en Algérie



Djalou@hotmail.com

Foire internationale du livre de Sharjah

## Ahlam Mostaghanemi et Yasmina Khadra participent à la 40<sup>e</sup> édition

Les deux romanciers algériens, Ahlam Mostaghanemi et Yasmina Khadra, participeront à la 40<sup>e</sup> édition de la Foire internationale du livre de Sharjah (Emirats arabes unis), prévue du 3 au 13 novembre prochain.

Par Racim S.

Née en 1953, Ahlam Mostaghanemi est l'une des plus célèbres romancières algériennes et arabes. Elle a à son actif plusieurs œuvres à succès dont certaines ont été traduites dans plusieurs langues telles que «Mémoires de la chair» (Prix Naguib Mahfouz/Egypte 1998), «Le chaos des sens» (1997), et «Les femmes ne meurent plus d'amour» (2012). Né en 1955, Yasmina Khadra, de son vrai nom Mohamed Moulessshoul, est un grand romancier en Afrique et dans le monde arabe. Il a écrit une trentaine de romans dont la majorité a été traduite dans plusieurs langues à l'instar de «Morituri» (1997), «A quoi rêvent les loups» (1999), «L'attentat» (2005), «Ce que le jour doit à la nuit» (2008) ainsi que son dernier roman «Pour l'amour d'Eléna». Ses ouvrages ont remporté plusieurs prix internationaux. La 40<sup>e</sup> édition de la Foire internationale du livre de Sharjah verra, pendant 11 jours, la participation de 85 écrivains issus de 22 pays, dont des auteurs de renommée internationale comme le romancier tanzanien Abdulrazak Gurnah ayant remporté récemment le Prix Nobel de littérature. Sa présence à cet événement sera sa première participation internationale après avoir reçu le prix. Placée



sous le slogan «ici... un livre pour vous», cette manifestation regroupera 1 566 maisons d'édition de 83 pays, dont 929 éditeurs arabes et 637 étrangers qui exposeront un total de 110 000 titres dans toutes les langues. L'Espagne, invité d'honneur de cette édition, marquera sa présence par la participation de 41 artistes et écrivains espagnols. Pour sa part, le romancier koweïti Talab Errefai sera honoré en tant que «personnalité culturelle de l'année», en hommage à son parcours littéraire. Le programme prévoit 440 activités culturelles, en sus des activités pour enfants, des pièces de théâtre,

des spectacles de danse, dessin, art culinaire et autres. Cette manifestation culturelle prévoit, à l'instar des éditions précédentes, un concours doté de prix, à savoir le prix du meilleur roman arabe, du meilleur livre étranger, de la meilleure maison d'édition émiratie, arabe et étrangère, outre le prix de traduction. Créée en 1982 et organisée par l'instance de Sharjah pour le livre, la Foire internationale est l'un des plus grands salons au monde avec plus de deux millions de visiteurs par an, selon la presse locale.

R. S.

Police

## L'Algérie abrite aujourd'hui la 4<sup>e</sup> Assemblée générale d'Afripol

L'ALGÉRIE abrite aujourd'hui mercredi, par visioconférence, les travaux de la 4<sup>e</sup> Assemblée générale du Mécanisme Africain de Coopération Policière (Afripol), sous la présidence de

Farid Bencheikh, président de l'AG et directeur général de la Sûreté nationale (DGSN), a indiqué un communiqué de la DGSN. «Lors de cette rencontre, les participants auront à exami-

ner plusieurs points, dont les voies de renforcement de la coopération policière en matière de crime organisé transfrontalier», précise la même source. T. H.